Coordination du Front Social du 30 septembre

Bilan d'activité

Ce samedi 29 octobre 30 septembre 2017 s'est tenue une coordination du Front Social à Paris. Cette coordination a rassemblé des réprésentant-e-s de 31 collectifs locaux très différents tels que celui de Rodez, de Perpignan, de Lyon, du Finistère, du 92, de Paris, Rouen, et des collectifs comme «Touche pas à ma ZEP», etc.

Le Front Social c'est désormais 150 structures syndicales, associations, collectifs, c'est 60 comités locaux. La coordination comptait autour de 40 personnes venues échanger sur la situation et sur la construction, et sur la structuration du Front Social.

Depuis la réunion nationale du 10 juin 2017, du chemin a été parcouru, un nombre significatif de collectifs locaux se sont créés et fonctionnent désormais, le Front Social a grossi, et a démontré son utilité lors par exemple des manifs après l'élection de Macron, celle du 14 juillet, les journées de grève et de mobilisation du 12 et 21 septembre, etc.

Parmi les activités où le Front Social s'est illustré, il y a eu aussi la manifestation de la France Insoumise du 23 septembre. Le Front Social y a tenu un point fixe pour se faire entendre des manifestant-e-s. Les mots d'ordre de grève générale, de blocage, de soutien aux travailleurs/ses du transport, et les slogans de critique de l'inefficacité du combat institutionnel (« c'est pas à l'assemblée, c'est pas à Matignon, c'est pas dans les salons qu'on obtiendra satisfaction, c'est dans la rue et dans l'action»), tous ces slogans ont été très bien accueillis et repris par une grande partie des manifestant-e-s.

De plus, beaucoup de l'activité du Front Social a été tourné vers le soutien à la grève et aux blocages des travailleurs/ses du transport des 25,26 et 27 septembre. Cela n'a pas suffi, mais des liens ont été créés avec certains de ces travailleurs/ses à Rouen, dans le 92, et dans bien d'autres endroits, et ce soutien a été très bien accueilli par ces derniers/ères.

Les perspectives

Dans la discussion, il a été rappelé que le Front Social est un outil au service des luttes, et qu'il doit servir à les populariser, à les relier, et à participer à la convergence de ces luttes sur une base de lutte de classe.

Parmi les perspectives d'action du Front Social, il a été discuté de la journée du 4 octobre (https://paris.demosphere.eu/rv/57149), journée pour laquelle Solidaires a fait un appel à toutes les composantes du mouvement social pour se réunir et discuter des formes de mobilisation qui peuvent permettre le recul du gouvernement. Solidaires y fait la critique des journées d'action espacées, et propose un calendrier social qui permette l'unification de tous les secteurs, publics et privés, dans le combat contre le projet social du gouvernement. Évidemment, le Front Social a répondu positivement à cet appel et sera présent à cette réunion.

De la discussion générale de la coordination se sont dégagés plusieurs points d'appuis pour construire une mobilisation d'ampleur qui permette la victoire :

- D'une part, cette réunion du 4 octobre.
- La lutte contre la condamnation des inculpé-e-s de l'affaire de la voiture du quai de Valmy. Le verdict sera donné le 11 octobre.
- Le 10 octobre avec la journée de grève et de mobilisation de la fonction publique.
- Le 12, contre la réunion prévue entre les directions syndicales et le gouvernement au sujet des prochaines réformes sur la formation professionnelle, l'apprentissage et l'assurance-chômage.

Il a été proposé de préparer en amont la lutte sur l'affaire de Valmy, en concertation avec les collectifs les plus mobilisés.

L'objectif pour la journée du 10 octobre et de faire de cette journée, non plus une journée de mobilisation de la fonction publique, mais bien une journée de grève et de mobilisation interprofessionnelle. Pour cela, le Front Social a tout son intérêt, étant lui-même, tout particulièrement, un regroupement interprofessionnel de syndicalistes de divers secteurs. Un des enjeux de la période est donc de construire cette journée interprofessionnelle, en liant les revendications du secteur public avec la lutte contre les ordonnances du secteur privé. La convergence des luttes doit être au centre de l'activité du Front Social. De plus, il est ressorti aussi la nécessité de ne pas se limiter au combat contre les ordonnances, mais bien de parler, et d'expliquer l'ensemble du projet politique de Macron qui attaque tout le monde tous azimuts.

En ce qui concerne le 12 octobre, le Front Social dénonce ouvertement tout «dialogue social» de la part des directions syndicales avec le gouvernement. Face à des attaques gigantesques telles que celles menées et prévues par le gouvernement, il n'est pas envisageable une seule seconde d'aller en discuter les modalités. Cela voudrait dire entériner la défaite sur les ordonnances et passer à l'étape suivante de la casse sociale.

La seule solution est de construire le rapport de force qui fasse reculer Macron et son gouvernement. Il faudra donc préparer ce boycott et faire pression partout pour que les directions syndicales, et notamment Martinez, refusent d'y aller.

Les directions syndicales

Beaucoup des discussions ont aussi porté sur le rapport du Front Social aux directions syndicales. Étant majoritairement un regroupement de syndicalistes (mais pas que), le Front Social est à la foi un outil à l'extérieur des organisations syndicales mais construit par des membres des organisations syndicales. Le rapport aux directions syndicales est de ce fait assez subtil.

Si tout le monde au sein du Front Social s'entend sur le rôle désastreux des politiques des directions syndicales dans les mouvements passés (2003, 2010 et 2016) et sur le mouvement actuel. Les journées «saute-mouton» sont une impasse démobilisatrice. Pour autant l'interpellation des directions syndicales pour obtenir un plan de mobilisation réel et de construction de la grève générale bloquant l'économie du pays ne fait pas globalement accord. Un bon nombre de personnes du Front Social y voient une nécessité, mais cela ne fait pas consensus.

À la Tendance CLAIRE, nous militons pour que cette interpellation soit faite, elle est nécessaire, et les camarades du Front Social qui pensent que seul-e-s ils pourront lancer un plan de mobilisation de masse, se trompent. La CGT compte 650000 adhérent-e-s, il est illusoire de penser qu'elle n'est pas centrale dans la situation. Bien évidemment, nous pensons qu'il faudra déborder les directions syndicales, mais cela passera par la mise en place de structures d'auto-organisation pendant le mouvement. De plus, l'exemple très récent de FO, dont la base arrive à faire pression sur la direction est un bon appui.

La structuration du Front Social

En toute fin de réunion, s'est amorcée une discussion sur la structuration du Front Social. Celui-ci est récent, et il est important de réfléchir à son fonctionnement démocratique. Des propositions intéressantes remontent des collectifs locaux, comme celui de Lyon qui propose que lors des coordinations, les personnes prenant part aux décisions doivent être mandaté-e-s, avec des poids différents selon les structures qu'ils ou elles représentent. Il a aussi été proposé d'avoir des mandats (révocables) de porte-parolat, de faire tourner les coordinations sur plusieurs villes, d'avoir plus de mixité de genre dans l'équipe d'animation, d'avoir des listes de diffusions plus horizontales, et enfin d'avoir un fonctionnement plus transparent sur la production des tracts et autres expressions du Front Social. Ces demandes et propositions vont dans le bon sens. Malheureusement, il n'a pas été consacré suffisamment de temps à cette discussion. On pouvait s'y attendre : l'ODJ indiquait une heure sur ce point. Avec les retards cumulés, le débat sur la structuration et le fonctionnement a duré moins de 30min, et cela n'a

débouché sur rien. La discussion est donc reportée à la prochaine coordination, le 4 novembre. Nous sommes donc invités et nous devons, toutes et tous, d'ici là, élaborer des propositions très concrètes que nous devons partager à l'ensemble des collectifs locaux pour que le Front Social, outil précieux dans la situation, renforce sa transparence, sa démocratie interne, et son caractère inclusif. On constate déjà, de ce point de vue, une faiblesse fâcheuse du Front Social : des camarades – en particulier de sensibilité libertaire et notamment dans le 92 – l'ont déjà quitté, et d'autres pourraient le faire, en grande partie du fait du caractère non transparent et peu démocratique du processus de prise de décision dans le comité national d'animation. Le 10 juin, la réunion nationale avait déjà promis, pour la rentrée, de traiter du problème du fonctionnement et de la structuration du Front Social. Pour l'instant, c'est encore partie remise, et cela est très regrettable. Le peu de temps consacré, dans l'ordre du jour, à ce point semble significatif d'une absence de volonté, au niveau du comité national, de traiter de cette question. Pour l'instant, il n'est pas facile de dire précisément pourquoi, mais cela apparait comme un important combat à mener au sein du Front Social.

Lucas Battin;Tony Lambada, le 3 octobre 2017